CONSIDERATIONS
SUR LE SOCIALISME KHMER

CONSIDERATIONS

SUR LE SOCIALISME KHMER

Socialisme et Capitalisme

Le monde actuel est souvent divisé en Etats socialistes et en Etats capitalistes, mais nous devons reconnaître qu'il s'agit là d'une division toute formelle. Au sein de ces deux groupes existent en fait de profondes différences de doctrine, politique, philosophique, économique et autres, ce qui ne permet absolument pas, à de rares exceptions près, de ranger tel ou tel pays sous la banière du capitalisme ou du socialisme.

Il existe certes des points communs entre les pays considérés comme capitalistes, mais les contradictions qui les opposent ne sauraient pour autant nous échapper. En effet si les Etats-Unis sont un pays capitaliste dans toute l'acceptation du terme on ne saurait affirmer qu'il en est de même pour l'ensemble des démocraties occidentales. En Grande-Bretagne, en France, en Italie, dans tous les Pays Scandinaves nous trouvons bien une coexistence entre un secteur dominé par les trusts, un secteur économique tenu par la moyenne et petite entreprise privée, enfin un secteur plus ou moins important nationalisé et propriété de l'Etat (chemins de fer, compagnies de navigation, grands complexes industriels).

Le qualificatif de socialiste, de son côté, est revendiqué comme une exclusivité par tous les Pays appartenant au Bloc communiste. Nous devons cependant considérer le marxisme comme une forme de socialisme et non comme **le** socialisme qui existe sous une forme ou sous une autre depuis bien des siècles et dans toutes les sociétés humaines. Nous voyons d'ailleurs s'affirmer de plus en plus des différences

d'interprétation de ce socialisme marxiste à l'intérieur même du bloc qui en fit sa profession de foi. Il est bien évident que le marxisme appliqué en URSS est assez différent de celui appliqué en Chine, en Yougoslavie ou en Pologne, un peu comme le christianisme se différencia suivant les peuples qui l'adoptèrent.

Du socialisme nous ne devons dès lors retenir que sa définition la plus large de système dans lequel l'Etat assume la direction de l'économie nationale et protège l'homme d'une exploitation de son travail par une classe privilégiée, lui assure l'existence, la dignité, et tend à lui donner les moyens matériels de trouver le bonheur. Les méthodes et les moyens d'appliquer ce socialisme — ou plus exactement de tenter d'appliquer ce socialisme — dépendent essentiellement des idiosyncrasies de chaque peuple et des conditions naturelles de son habitat.

Notre socialisme

Nous avons choisi d'orienter les destinées de notre Etat vers le socialisme car cette voie prolonge celle qui fut suivie par nos Rois depuis plus de mille ans, correspond à notre morale bouddhique, et seule nous permettra de faire progresser notre Pays et de donner plus de bien-être à notre Peuple.

Notre socialisme n'est pas marxiste car si la doctrine politique, philosophique et économique élaborée par un grand penseur occidental du XIXè siècle et par ses disciples a fourni les preuves qu'elle pouvait être appliquée avec profit pour faire progresser certains peuples nous avons la certitude que les conditions particulières à notre Pays en rendraient l'application peu souhaitable et même dangereuse pour notre équilibre et notre avenir. D'ailleurs notre civilisation, notre morale, nos coutumes et nos traditions, tout ce qui nous particularise en tant que Khmers, s'oppose à ce que nous admettions qu'une doctrine philosophique, et même une morale, quelles qu'elles soient, puissent présenter un caractère d'universalité.

Si, d'autre part, l'on passe à l'aspect économique du socialisme marxiste-aspect sans nul doute le plus séduisant une analyse objective peut nous convaincre de sa presque inadaptabilité dans notre Pays. En effet nous n'avons pas de problème agraire qui puisse justifier une réforme et une collectivisation des terres. Les latifundia sont pratiquement inexistantes et nos masses rurales sont composées de petits propriétaires. Mieux encore tous les paysans sans terres ou disposant de trop faibles superficies, ou de sols trop pauvres, peuvent obtenir sans peine, en pleine propriété, assez de terres riches qu'ils en peuvent cultiver par leurs propres moyens. Enfin le prolétariat industriel est insignifiant et nos ouvriers qui ne travaillent pas dans les industries d'Etat ne sont pratiquement jamais soumis à l'arbitraire d'entreprises de type capitaliste. La lutte des classes ne s'est, et pour cause, jamais affirmée au sein de la société khmère et l'opposition entre les forces de production et l'organisation sociale sur laquelle est fondée le matérialisme historique n'eut jamais encore à s'exprimer au cours de notre histoire. En effet le Cambodge offre l'exemple rare d'une société qui ne connut ni le régime féodal ni le système d'exploitation colonialiste (en dehors de l'exploitation colonialiste étrangère) et créé sans difficultés majeures son propre socialisme pour entrer de plein pied dans l'histoire moderne.

Ce qui précède explique que le socialisme Khmer soit essentiellement pragmatique et se formule et s'adapte au fur et mesure de l'évolution politique et économique du Pays. Ce que sera le socialisme khmer dans 20 ans ou dans un siècle il nous est évidemment impossible de le prévoir, mais nous pouvons suivre son évolution depuis le retour de l'indépendance et tenter de la définir en cette année 1961.

A cet égard il est nécessaire que nos élites soient mises en garde contre certaine propagande qui s'attache à dénaturer le sens des mots "socialisme national" en évoquant le national-socialisme hitlérien de sinistre mémoire. Nous ne sommes pas des socialistes internationalistes et nous venons de voir pourquoi, mais nous ne sommes pas davantage des fascistes. Notre attitude fondée sur un constant souci de gouverner avec le peuple, notre souci de sauvegarde de la liberté individuelle et

de la dignité humaine, notre politique extérieure de paix, sont des raisons suffisantes pour qu'il soit superflu de démontrer plus avant l'inanité de ce genre d'accusation.

Les racines du socialisme khmer.

Nous devons plonger dans notre passé pour trouver les véritables origines d'un socialisme qui ne portait pas encore ce nom. Les instaurateurs de ce socialisme furent nos Rois d'Angkor eux-mêmes, quoiqu'en pensent certains détracteurs qui jadis firent campagne contre notre Monarchie en attaquant la mémoire du "tyran" Jayavarman VII ! Il existe heureusement des historiens dignes de ce nom qui ont examiné avec une sereine objectivité et sous tous ses aspects l'action de Souverains qui firent la grandeur du Cambodge et lui donnèrent une incontestable prospérité.

Très tôt dans l'histoire les Khmers furent des hommes libres. Le Roi est le gardien des terres vacantes beaucoup plus qu'il n'en est le propriétaire et à ce titre peut les accorder en pleine propriété à ceux de ses sujets qui en font la demande. La terre est à celui qui la cultive sous réserve du contrôle éminent du Souverain qui est "protecteur de la terre". Le sens qu'il convient d'accorder au mot propriété est en vérité assez différent de celui qui a cours en Occident. C'est ce qu'exprimait de façon si émouvante le Prince NORODOM YUKANTHOR dans un mémoire de protestation adressé au Gouvernement Français en 1900 :

"Le peuple souffre également du transfert de la propriété territoriale à la Résidence Supérieure (Française). Auparavant toute la terre cambodgienne appartenait de droit au Roi. De fait, elle appartenait à qui l'occupait, à qui la cultivait. Cela était une conséquence des devoirs imposés au Trône par la loi bouddhiste : la terre de Dieu, commise en garde au Roi, laissée par lui à la disposition de tout homme en ayant besoin. Et cela sans restriction d'aucune sorte. Vous avez établi la propriété. Vous avez donné de grandes concessions. Vous avez créé des pauvres. Du coup, vous obligez des Cambodgiens à payer pour jouir de la terre dont la loi royale leur abandonnait autrefois gratuitement l'usage."

Les Rois Khmers ne furent pas seulement de grands bâtisseurs de temples. Ils furent aussi et surtout peut être les réalisateurs de grands travaux d'intérêt économique et social. Ces terres dont les paysans étaient propriétaires, la puissante Monarchie angkorienne s'attacha à faciliter leur mise en valeur par de gigantesques travaux d'irrigation. Ce peuple de travailleurs, un Roi comme Jayavarman VII, devait se pencher sur son sort ainsi que l'exprime avec tant de grandeur la stèle de Say-Fong : "Il souffrait des maladies de ses sujets plus que des siennes : car c'est la douleur publique qui fait la douleur des rois, et non leur propre douleur". Et ceci se traduisit concrètement par la création de 102 hôpitaux dans le Royaume.

Ne trouve-t-on pas dans cette brève évocation autant de socialisme vrai que dans bon nombre de Pays socialistes contemporains ?

x
x x

Le bouddhisme est aujourd'hui notre guide le plus précieux dans l'élaboration de notre socialisme, considéré sous l'angle moral et philosophique. En Occident, le bouddhisme est présenté comme une doctrine anti-sociale faite exclusivement de renoncement, de non-participation au progrès. Mais le bouddhisme originel, celui que nous pratiquons, ne saurait être jugé "de l'extérieur", et si le bouddhisme était tel que les étrangers le dépeignent les Nations qui en firent leur religion d'Etat depuis plusieurs siècles auraient cessé depuis bien longtemps d'exister. Dans un monde où la brutalité est souvent confondue avec la force, les idéaux de paix, de tolérance, de bienveillance et de compassion pour tous les êtres, apportés par le message du Bouddha, ont été bien souvent qualifiés de signes de faiblesse et de sclérose d'une société qui les adoptent. C'est là méconnaître fondamentalement les possibilités d'adaptation du bouddhisme à des conditions déterminées.

Nous avons subi des revers et bien des défaites au cours des derniers siècles de notre histoire, non parce que le bouddhisme avait succédé au brahmanisme mais bien parce que nous

nous sommes trouvés obligés de lutter sur deux fronts contre des adversaires (également bouddhistes très supérieurs en nombre. Et nous devons reconnaître que le bouddhisme empêcha notre peuple de s'abandonner au désespoir et lui conserva une unité et une cohésion dont nous bénéficions encore aujourd'hui.

L'indépendance retrouvée, le bouddhisme est venu tout naturellement apporter sa pierre angulaire à la construction de notre socialisme. La doctrine du Maître nous a appris en effet que l'homme doit compter sur ses propres forces pour atteindre à la vérité et à la libération de toutes les aliénations. Cet enseignement intéresse peut-être l'individu au premier chef mais il déborde ces limites et constitue véritablement un impératif social et doit être conçu comme tel.

Le bouddhisme est socialiste sous son aspect de lutte contre le mal et les injustices sociales. Cette lutte le Bouddha ne cessa de la mener au cours de toute la période de sa vie qui suivit son Illumination. Il la poursuivit contre la malhonnêteté, le vol, la tromperie et le mensonge comme contre les privilèges dont se prévalaient la caste des brahmanes. Le bouddhisme est aussi combat contre la souffrance sous toutes ses formes et le grand roi Asoka l'appliqua durant son règne en œuvrant pour améliorer les conditions matérielles d'existence de tous les hommes. Cet aspect temporel et dynamique du bouddhisme s'exprime enfin dans la volonté de dépassement de l'homme dans sa recherche personnelle de la vérité comme dans ses sacrifices pour aider ses semblables, et c'est sous cette forme qu'il constitue le plus bel idéal qui puisse animer notre socialisme.

x

x x

Il existe également mille formes de socialisme appliqué dans la vie quotidienne de notre peuple. Nos communautés rurales en offrent une infinité d'exemples qu'il s'agisse des grands travaux agricoles, le repiquage ou la moisson, accomplis en commun, du sens de l'égalité et de la justice qui imprègne les travailleurs des champs et des villes, de l'aide apportée aux

plus pauvres et aux plus déshérités, du souci de l'intérêt commun et d'une foncière incapacité à exploiter la misère d'autrui.

La société rurale qui forme la base la plus saine de notre peuple est la plus égalitaire et la plus démocratique qui puisse être. Les théories du socialisme n'y sont certes, et heureusement, jamais parvenues, mais elle vit et applique son socialisme. Et c'est précisément de ce socialisme naturellement appliqué que nous voulons étendre l'esprit à l'échelle de la Nation.

Après avoir brièvement évoqué les raisons historiques, religieuses et traditionnelles qui montrent que certaines formes de socialisme imprégnèrent depuis toujours la vie du peuple khmer, nous sommes amenés à examiner quelques unes des causes qui ont conduit le Cambodge indépendant à adopter le socialisme comme ligne politique intérieure directrice, c'est-à-dire qui amenèrent l'Etat khmer, dès le retour de l'indépendance nationale, à prendre en charge un nombre toujours croissant de secteurs d'activité.

La socialisation dans l'industrie et le commerce.

La domination coloniale impliquait une mainmise de la puissance occupante sur tous les secteurs économiques de la vie nationale et en particulier sur ceux de l'industrie et du commerce. Dans certains pays "colonisés" cette mainmise s'effectua avec la complicité d'une partie de la bourgeoisie préexistante à la conquête ou née de la conquête elle-même. Nous en avons eu un exemple au Viet-Nam et nous avons vu les résultats. En ce qui concerne le Cambodge la situation devait être fondamentalement différente. La mainmise économique sur le pays s'effectua directement par les occupants eux-mêmes ou par l'intermédiaire de la classe riche étrangère (chinoise et vietnamienne principalement) encouragée et favorisée par les autorités du protectorat, mais pratiquement **sans aucune participation cambodgienne.**

Dans la plupart des pays qui furent colonisés par les Occidentaux le retour à l'indépendance nationale devait s'accompagner de révoltes populaires contre les classes possédantes, grands propriétaires terriens ou maîtres d'industrie, ouvrant ainsi la porte au communisme. Dans le Cambodge de 1953 une telle situation ne pouvait exister et pour cause.

Le Cambodge indépendant ne pouvait donc s'appuyer sur une bourgeoisie nationale disposant des moyens de production ou de capital permettant de les acquérir, **car cette classe n'existait pas.** L'Etat fut donc amené à se substituer dans une large mesure à des initiatives privées qui faute de moyens financiers ne pouvaient se concrétiser. Cependant le Sangkum estima sagement qu'il aurait été nuisible de nationaliser l'ensemble des entreprises (en très grande majorité étrangères) existantes et de refuser toute participation du capital privé à l'essor économique du Pays. Ceci explique pourquoi au stade actuel de notre développement industriel il est souhaitable de maintenir une coexistence et une collaboration entre les entreprises d'Etat et les entreprises privées existantes, ainsi que d'encourager la création de sociétés d'économie mixtes, moitié capital d'Etat, moitié capital privé. Le développement parallèle de ces trois formes d'entreprises (d'Etat, privée et mixte) est une nécessité car le Cambodge, pays pauvre, ne saurait disposer de possibilités d'investissements ou d'aides étrangères suffisantes pour soutenir un rythme d'industrialisation conforme à ses plans. Mais il est évident, et l'évolution des dernières années le prouve, que les entreprises d'Etat sont destinées à devenir la base même de notre développement industriel.

Cette politique de coexistence entre l'industrie privée et l'industrie d'Etat offre d'ailleurs des avantages certains. Dans le domaine de la production et dans celui des prix de revient elle se traduit par une compétition pacifique qui ne saurait qu'être favorable à l'économie nationale. Dans le domaine social elle oblige le secteur privé à s'aligner sur le secteur d'Etat en accordant aux travailleurs des droits et un niveau de vie équivalents. La Chine elle-même a reconnu qu'il était très avantageux de "marcher sur deux jambes" !, c'est ce que nous avons fait.

D'autre part le Sangkum, parfaitement conscient des dangers que investissements étrangers non contrôlés peuvent faire courir à l'indépendance d'un pays sous-développé économiquement, n'accepte plus la création d'entreprises étrangères sur le territoire national si les capitaux khmers n'y participent pas pour 51% au minimun. Cette politique en faveur des entreprises mixtes ne s'étend d'ailleurs pas seulement au secteur privé mais également au secteur nationalisé. C'est ainsi que nous avons formé plusieurs projets de création de sociétés mixtes, khméro-yougoslaves pour les pêcheries et conserveries, khméro-tchécoslovaque et khméro-chinoise pour la navigation maritime, ce avec l'accord exceptionnel des gouvernements intéressés.

En résumé le socialisme khmer dans l'industrie se traduit par :

— une industrie d'Etat qui progresse rapidement.

— une industrie (ou des entreprises mixtes) mi-Etat, mi-privée, qui se développe dans de bonnes conditions.

— une industrie ou des entreprises mixtes d'Etat avec participation de Pays amis.

Sur le secteur commercial, exclusivement privé jusqu'au cours de ces dernières années, s'est greffé un commerce d'Etat par l'intermédiaire de l'OROC et des coopératives de consommation. Cette intervention de l'Etat a actuellement pour but principal de permettre aux populations rurales d'échapper aux commerçants privés, le plus souvent étrangers qui, depuis plus d'un siècle, s'étaient pratiquement assurés le monopole de l'achat des productions agricoles et de la vente des biens de consommation avec des bénéfices prohibitifs auxquels s'ajoutaient par surcroit les bénéfices de prêts à des taux usuraires.

L'Etat fut donc conduit à créer ses propres organismes d'achat de riz, de maïs, de tabac, etc à des cours en accord avec les débouchés internationaux, et de vente des produits de consommation au prix de revient. **Cette organisation socialiste** fut mise en place **à côté** du commerce

privé rural qui conserve une entière liberté d'activité, mais par sa forme même est condamné à se transformer ou à disparaître. Dans ce domaine l'Etat agit avec prudence, les premières expériences des coopératives de consommation n'ayant pas produit les résultats escomptés tant par suite d'erreurs d'organisation que de la routine paysanne. Cependant il s'agit d'une politique qui est destinée à se développer très largement dans un proche avenir.

Si l'Etat a jugé conforme à l'Intérêt national et au relèvement du niveau de vie de la population des campagnes de mettre sur pied sa propre organisation commerciale, dans le secteur de l'import-export et du commerce urbain les sociétés privées ont la possibilité de poursuivre leurs activités en accord avec les lois et règlements et sans la concurrence directe de l'Etat. Dans ce dernier cas le Sangkum estime que l'intérêt national actuel est de permettre aux grandes Sociétés commerciales de faire jouer la concurrence dans l'importation de biens d'équipement, voire de consommation, comme dans l'exportation de nos productions.

L'expérience socialiste khmère a pour règle fondamentale de **serrer au plus près la réalité objective** non de prendre des mesures **théoriquement** séduisantes mais qui, à l'usage, se révèleraient désastreuses pour l'évolution économique du Pays. Dans le secteur commercial ou industriel le capital privé est à même de jouer son rôle, si ce rôle ne s'oppose pas aux intérêts nationaux. Il n'est pas inutile de rappeler que dans un texte publié récemment le Ministre des Finances, M. SON SANN, a souligné que si l'Etat laissait au capital privé des chances fort raisonnables de fructifier il était indispensable que les bénéficiaires de ce libéralisme contribuent loyalement à l'essor de l'économie cambodgienne et abandonnent certaines pratiques commerciales qui n'ont plus place dans le Cambodge nouveau, faute de quoi et à son grand regret, l'Etat se verrait contraint d'intervenir dans le secteur commercial privé et à l'extrême de le prendre en charge.

La socialisation dans l'agriculture.

La forme même de l'agriculture cambodgienne essentiellement dominée par la riziculture implique une intervention de l'Etat. En effet l'accroissement de la production est conditionné par le problème capital de l'irrigation, ou plus exactement de la maîtrise de l'eau. Or nous avons vu que déjà dans le Cambodge angkorien les grands travaux d'hydraulique agricole étaient dûs à l'initiative des Rois d'Angkor et que jusqu'à ce jour l'Etat se porte garant d'une juste répartition de l'eau.

A l'échelon du Phum les paysans cambodgiens travaillent généralement en commun pour donner à l'ensemble des terres cultivées l'eau qui leur manque. Cependant il convient de reconnaître que les moyens dont une petite communauté rurale peut disposer sont insuffisants et ne permettent mieux que maintenir la production à son niveau actuel. Or l'accroissement des rendements agricoles est une nécessité vitale pour le Cambodge moderne.

L'action entreprise par le Sangkum sur les directives de son Chef Samdech NORODOM SIHANOUK est un exemple d'application des principes du socialisme khmer. Il s'agit dans ce cas de la prise en charge par l'Etat des grands travaux d'aménagement rural, mais plus encore de la participation directe du peuple tout entier à ces travaux d'intérêt général. Les idéaux d'entraide et de solidarité de toutes les classes sociales du Sangkum Reastr Niyum sont les moteurs qui entraînent le peuple à fournir un effort volontaire au service de la communauté khmère et de la nation. L'Etat est le maître d'œuvre qui coordonne et harmonise ces efforts constructifs. Nous reviendrons d'ailleurs sur cet aspect **du travail collectif volontaire** qui est l'une des caractéristiques principales du socialisme khmer.

Il est également un autre problème de l'agriculture qui exige l'intervention de l'Etat et qui est l'amélioration des sols. On sait en effet que les terres cultivées de certaines Provinces vont en s'appauvrissant sans que les riziculteurs, en majorité petits propriétaires, aient les moyens matériels suffisants pour y remédier. L'Etat se voit donc obligé de mettre en œuvre ses propres moyens pour aider les populations rurales à faire face à cette situation. On peut affirmer qu'en règle générale l'amélioration et la modernisation de l'agriculture est avant

tout une question qui intéresse la collectivité. Nous citerons quelques exemples précis.

La mécanisation de la riziculture est inscrite dans l'évolution des régions rurales, mais actuellement dans bon nombre de villages existent des exploitants qui ne disposent pas en pleine propriété d'un matériel agricole même assez archaïque. Cet outillage peut être loué à temps, soit à un prix convenu, soit le plus souvent suivant les termes d'un contrat tacite d'échange de services rendus. Dans la ligne de cette tradition, et compte-tenu des possibilités financières réelles de l'immense majorité des agriculteurs, le Gouvernement Sangkum envisagera donc de fournir à une **collectivité rurale** des moyens de production supérieurs, à charge par cette collectivité d'en assurer le remboursement à l'Etat. Ce pourra être le cas par exemple des petits tracteurs dont une chaine de montage doit être installée dans le cadre de notre Plan Quinquennal. C'est le cas actuellement des rizeries-décortiqueries contrôlées par l'Office Royal de Coopération.

Notre socialisme agraire s'applique donc essentiellement aux moyens de production et à la commercialisation des produits agricoles par l'intermédiaire des coopératives de production et de crédit qui, suivant la terminologie adoptée, s'orientent vers une formule " semi-socialiste ".

En résumé, les efforts du Sangkum dans le domaine de l'agriculture visent :

— à assurer en plein propriété à chaque famille paysanne autant de terres qu'il lui est possible de mettre en valeur et l'entière disposition des fruits de son travail. Ces efforts peuvent s'appliquer à la création de nouveaux centres de peuplement dans les régions excentriques (Ratanakiri, Koh-Kong) avec mise à la disposition des paysans sans terres ou des chômeurs urbains de 5 hectares de terres fertiles et de tous les moyens de production (habitation, animaux de trait, outillage, semences, aide financière de démarrage, etc...

— à donner à toutes les communautés rurales les moyens d'améliorer les rendements des sols en aidant chaque agriculteur à acquérir un outillage mieux adapté et chaque

village à disposer d'un minimum de matériel permettant la mécanisation de l'agriculture.

— à aider les populations rurales à mettre en valeur la totalité des ressources naturelles dont elles disposent en dohors de l'agriculture (artisanat, exploitation forestière, élevage, pêche etc...)

— à garantir aux agriculteurs les meilleures conditions de vente de leurs productions.

— à guider les collectivités paysannes dans l'amélioration de leur mode de vie par une rationnalisation de "l'espace social" du village dans le cadre du développement communautaire, en particulier en les aidant à aménager l'habitat, l'infrastructure sanitaire, scolaire, etc...

Planification.

Le terme de "planification d'Etat" évoque souvent dans l'esprit des occidentaux une inspiration communiste soviétique, ou tout au moins une intervention dictatoriale de l'Etat dans le développement économique et social. Il est fort possible en fait qu'un plan national ne présente pas un caractère impératif dans les nations d'occident hautement industrialisées au système économique rodé depuis plus d'un siècle. En ce qui concerne les pays qui comme le nôtre doivent combler leur retard dans les délais les plus courts la planification est une obligation.

Il faut se rappeler que les démocraties populaires dans leur ensemble étaient, avant leur révolution politique, des Pays sous-développés très en retard sur l'ensemble du monde moderne. Une planification d'Etat était véritablement le seul moyen pouvant leur permettre de brûler les étapes et d'accéder à la puissance matérielle. Cette puissance matérielle était une nécessité politique et on peut constater que les plans soviétiques et chinois par exemple sont orientés en grande partie dans un sens conforme à la politique extérieure du Gouvernement. Ceci explique que les priorités données à certains secteurs sont principalement fonctions de la lutte qui oppose

ces pays communistes aux pays capitalistes, car un plan d'Etat est aussi un plan de prestige qui doit prouver que l'idéologie marxiste et son application pratique sont les mieux en mesure de faire progresser tel ou tel secteur économique. Coûte que coûte il faudra donc établir que l'industrie lourde, la production de céréales ou la recherche scientifique en système communiste progressent plus rapidement qu'en système capitaliste. Ceci suppose bien entendu que certains secteurs d'activité doivent être plus ou moins sacrifiés, par exemple la production des biens de consommation au profit de l'industrie lourde ou des recherches spatiales. Ceci implique une soumission absolue des individus à l'Etat qui dispose de leur travail où il l'entend et comme il l'entend.

La planification telle que nous la concevons n'obéit pas aux mêmes impératifs et en conséquence peut se dispenser de certaines méthodes ne correspondant ni aux traditions ni à la psychologie de notre peuple. Tout d'abord nous n'avons aucun désir d'entrer en compétition avec qui que ce soit ni de chercher à établir la supériorité de notre socialisme sur les systèmes des pays voisins. Notre planification a pour but essentiel d'harmoniser nos efforts d'édification dans les domaines de la production, de l'équipement social, de l'infrastructure (voies de communications, etc...) Elle est destinée avant tout à **éviter un déséquilibre** entre les investissements productifs et ceux qui ne le sont pas, et partant entre l'accroissement de nos productions nationales et le financement de nos projets nationaux (routes et ponts, écoles, hôpitaux, etc...). Elle est destinée à élever le revenu national selon une progression prévue, donc le niveau de vie de toutes les classes de la population, mais dans une plus large mesure celui de la population rurale. Elle est aussi programme d'aménagement rationnel du territoire national.

x

x x

Nous avons vu dans un chapitre précédent qu'au Cambodge comme dans tous les pays en voie de développement, le progrès économique est considérablement limité par la faiblesse des possibilités d'investissements nationaux. Or seule

une planification d'ensemble permet une répartition harmonieuse de ces investissements, comme elle permet d'ailleurs une orientation et un contrôle des investissements étrangers qui représentent une contribution appréciable à l'édification nationale mais, sans la vigilance de l'Etat, peuvent présenter certains risques pour le maintien de l'indépendance économique et politique du Pays. Enfin la planification joue son rôle dans la mise en place des installations industrielles dues aux aides étrangères, dans la création de nouvelles industries d'Etat, et dans les liaisons entre ces différents types d'entreprises.

Dans le domaine agricole c'est par le Plan que l'Etat aura les moyens de faire sortir notre agriculture de la routine et de l'amener à être autre chose qu'une simple économie de subsistance. La répartition de nouveaux moyens de production, la diversification des cultures, le choix des nouvelles terres à mettre en valeur, mesures présentant un caractère impératif et urgent, ne se conçoivent que dans le cadre d'un plan d'ensemble. Notre économie agricole, ainsi que nous l'avons souligné plus haut est de caractère socialiste mais à l'intérieur du Khum ou d'une région naturelle étroitement délimitée. Le Plan Quinquennal permettra donc d'élargir ces limites jusqu'aux frontières politiques de la Nation.

Le rôle de l'Etat dans l'orientation de la production agricole doit être considérablement facilité par un aspect traditionnel de l'économie rurale. Jusqu'à ces dernières années en effet ce rôle était quelque peu assumé par les prêteurs sur gages (c'est-à-dire sur récoltes à venir) généralement étrangers. On sait que ces parasites des populations rurales étaient parvenus pratiquement à imposer certaines cultures dans un but de profit personnel maximum. Ce fut entre autres l'origine des plantations de kapok sur les terres de berges. Aujourd'hui dans le cadre du Plan, et par l'intermédiaire des coopératives, l'Etat trouve la possibilité de diriger la production dans un sens plus conforme à l'intérêt national et à celui des producteurs eux-mêmes.

Le Plan Quinquennal en cours doit permettre d'élever le revenu annuel de 3% mais surtout de remédier au grave déséquilibre qui s'est créé pendant la guerre et la période d'insécurité et jusqu'à ces dernières années, entre le revenu

des populations urbaines qui s'est accru considérablement et celui des populations rurales qui ne croît que très lentement.

Enfin le Cambodge, comme la plupart des Pays ayant subi une occupation étrangère prolongée de type "colonial", connaît une répartition géographique des zônes mises en valeur et un éventail des productions qui ne correspondent pas à la plénitude de ses possibilités. En effet l'exploitation "coloniale" fut au Cambodge comme partout étroitement conditionnée par des impératifs de facilité et ne plaça jamais dans des perspectives d'avenir à long terme. La création de l'économie nationale d'un pays qui retrouve son indépendance, notamment s'il s'agit d'un pays pauvre, exige qu'aucune région ne soit sacrifiée et que toutes les ressources naturelles puissent être exploitées, y compris celles demandant de lourds sacrifices financiers et des efforts prolongés. Et cela seule une planification de type socialiste est en mesure de le réaliser.

x

x x

Ces quelques aspects de nos problèmes particuliers montrent bien que les réponses que nous leur donnons sont authentiquement socialistes en ce qu'elles se proposent de renforcer le contrôle de l'Etat sur l'économie nationale et d'assurer la prospérité de tous les citoyens et non celle d'une petite classe de privilégiés.

Mais la différence fondamentale entre nos conceptions de la planification et celles des démocraties populaires réside dans la mise en œuvre du plan. Nous avons choisi en effet d'utiliser la **persuasion** et non des mesures autoritaires, voire la contrainte.

Nous savons avec quelle foi le Prince NORODOM SIHANOUK s'attache à convaincre les populations rurales de creuser des puits et des canaux, de construire des routes et des écoles, à persuader les chômeurs et les paysans sans terres d'aller se fixer sur les terres des nouvelles Provinces. Certes les excellents résultats obtenus par ces méthodes sont dus au Prince et à lui seul, et en d'autres circonstances il

est plus que probable que des mesures autoritaires se fussent révélées nécessaires. Ceci est l'un des aspects les plus particuliers de notre socialisme car il est exceptionnel qu'un Chef d'Etat choisisse de convaincre et demeurer en accord avec le bonheur du peuple et l'intérêt de l'Etat... alors qu'il est si facile et si tentant d'ordonner.

Le développement communautaire.

Le 4 Mai dernier, le Prince NORODOM SIHANOUK lançait la campagne pour le développement communautaire au khum-pilote d'Anlong-Romiet, dans le srok de Kompong-Kantuot. Il s'agit là d'un évènement capital dans l'histoire de l'édification socialiste du Cambodge moderne. En effet, le développement communautaire tel que nous l'entendons représente l'une des manifestations constructives les plus caractéristiques de notre socialisme, et sa réussite sera à la fois celle du Plan Quinquennal et le triomphe complet des idéaux de notre Sangkum.

Dans la première partie de cette petite étude nous nous sommes attachés à montrer que l'organisation traditionnelle de nos communautés rurales pouvait être qualifiée de socialiste. Mais cette organisation qui pendant des siècles donna la preuve de son efficacité dans le cadre d'une Monarchie plus patriarcale qu'absolue au sens occidental du terme, doit aujourd'hui se voir dotée de possibilités en accord avec les progès de la science et de la technique. L'organisation traditionnelle rurale existe et avec l'esprit qui l'anime renferme des chances précieuses d'adaptation rapide de nos campagnes à la vie moderne. Le développement communautaire n'est pas un bouleversement de nos structures traditionnelles les plus solides ni même une synthèse entre une forme dite "archaïque" de société rurale et une forme dite "moderne" et importée de l'étranger, mais renforcement et rajeunissement d'un corps parfaitement sain.

Le Pays du monde, petits et grands, qui s'attaquent au problème capital de la modernisation de l'agriculture et du mode de vie rural ont à vaincre d'immenses difficultés qui ont une même origine : l'individualisme paysan. Au Cambodge,

comme partout ailleurs, cet individualisme existe mais considérablement atténué par l'esprit d'entraide bouddhique. Cette particularité heureuse a déjà la réussite des campagnes de travaux collectifs de construction d'écoles, d'extension du réseau routier et ferroviaire, de creusement de puits, de canaux et de réservoirs, d'éradication des maladies endémiques, etc... Elle permettra a fortiori la réalisation de travaux collectifs d'intérêt communal. Elle permettra enfin d'éviter les mesures autoritaires, telle la collectivisation des terres, auxquelles les démocraties populaires doivent avoir recours pour imposer aux communautés rurales un socialisme qui n'y existait pas.

x
x x

Sur le plan pratique, le développement communautaire est l'effort collectif poursuivi dans les limites du khum pour une meilleure utilisation des moyens de production, une mise en valeur rationnelle de la totalité des terres fertiles, une modernisation de la vie de la communauté (habitat, alimentation, hygiène, éducation, etc . . .), une amélioration des échanges.

L'Etat **n'impose pas,** mais guide et conseille par la voix de ses techniciens de toutes disciplines. Un conseil communal de développement communautaire étudie les projets, éventuellement demande que des modifications y soient apportées, définit leur réalisation dans le temps et l'aide indispensable qui devra être apportée par l'Etat. Les comités Sangkum — dont de nombreux membres figurent au sein des conseils communaux de développement communautaire — et en particulier la JSRK seront les grands animateurs des projets et à la pointe de l'effort collectif.

Le développement communautaire s'applique à deux domaines distincts et cependant étroitement liés : production et vie sociale.

En ce qui concerne la production agricole ou artisanale, l'Etat intervient de façon toujours indirecte pour orienter les

efforts dans un sens conforme à l'intérêt nationale. C'est ainsi que dans la pratique les techniciens de l'Etat déterminent la vocation agricole des sols, les rendements susceptibles d'être obtenus en liaison avec les moyens pouvant être mis en œuvre pour l'exploitation. Les agriculteurs seront convaincus par l'exemple et non par . . . les pressions. C'est l'Etat, en l'occurence les services agricoles, qui donneront cet exemple en exploitant eux-mêmes des champs-pilotes à côté des cultures traditionnelles. Dans un discours Samdech a souligné qu'il convenait que nos cadres sortis de l'Ecole Nationale d'Agriculture vivent et travaillent dans le milieu rural et ne se contentent plus de poursuivre une carrière administrative parfaitement stérile. Ces instructions seront donc appliquées le plus largement possible dans tous les projets de développement communautaire. Il en sera de même en ce qui touche le domaine artisanal. Des ouvriers qualifiés itinérants — menuisiers, maçons, forgerons, etc . . . — se consacrent à des travaux d'intérêt communal et principalement à la formation technique des jeunes au sein des villages.

La réorganisation de l'OROC avec la constitution de coopératives à branches multiples — production, consommation, crédit — s'inscrit dans le cadre de cette campagne de développement communautaire.

En résumé, le développément communautaire se proposé de promouvoir l'utilisation idéale et la plus rationnelle des possibilités de production en fonction des ressources naturelles et de la main d'œuvre. Ce programme peut sembler ambitieux car rares sont les pays du monde — y compris les plus évolués — qui se sont attaqués à ce problème. L'Inde le tenta et enregistra un semi-échec à la suite de fautes et d'erreurs que nous pourrons et devrons éviter. La Chine, de son côté, lança les communes populaires qui représentent un remarquable effort d'organisation de l'espace communal, mais leur forme ne saurait convenir à notre Pays. Nous avons en fait les meilleures chances de succès grâce à la forme de notre socialisme s'appliquant parfaitement aux structures traditionnelles de notre paysannerie, grâce aussi au prestige de notre Leader national qui ne cesse de se pencher sur **tous** les problèmes — y compris les plus infimes — touchant les progrès des régions rurales.

Dans le domaine de la vie sociale le développement communautaire jouera un rôle non moins important. Nos villages n'ont pas évolué, et ne le pouvaient d'ailleurs pas, aussi rapidement que nos villes et bourgades. Il est nécessaire d'aligner rapidement et autant que possible la vie sociale rurale sur la vie sociale urbaine. Le Sangkum a d'ores et déjà donné aux Provinces une infrastructure de base en créant des centaines d'écoles nouvelles, des infirmeries et des dispensaires. Il s'agit maintenant d'organiser la vie des communautés rurales autour de ces centres et en fonction de ces centres. Ceci suppose un développement de l'hygiène : hygiène de l'habitation, hygiène infantile, alimentation en eau potable, etc... Ces multiples réalisations seront tout naturellement collectives, dans la ligne de la tradition "socialiste" du village (construction en commun des maisons d'habitation, des salles de réunions, creusement de puits, aménagement des voies de communications, etc...) et compte-tenu des besoins de chacun sans distinction de fortune ou de rang.

Enfin l'Etat interviendra dans la vie sociale du village en guidant les investissements personnels de chacun des membres de la communauté. En effet, le développement de la production amènera un accroissement du niveau de vie et des revenus dont l'utilisation est également un problème social qui justifie une intervention indirecte de l'Etat, tant dans l'intérêt national que dans celui des intéressés eux-mêmes.

Nous trouvons donc dans le développement communautaire une nouvelle expression du socialisme khmer, soucieux de s'appuyer sur une tradition solide et en même temps de permettre un complet épanouissement de l'individu dans une communauté nationale organisée suivant les impératifs de la civilisation moderne.

IMPRIMERIE DU MINISTÈRE
DE L'INFORMATION